



## Groupe de travail conjoint UNGGIM-OHI sur l'information géospatiale maritime

### Première réunion en présentiel, Chiang Mai, Thaïlande, 4 au 8 mai 2026

Contribution au Programme de travail 2026 de l'OHI

But 2                      Entretien des relations avec l'UN-GGIM et le JWG-MGI

#### Résumé

- La première réunion en présentiel du groupe de travail conjoint intégré UNGGIM + OHI sur l'information géospatiale maritime s'est tenue à Chiang Mai, Thaïlande, pendant cinq jours, avec la participation de l'ONU, de l'OHI, de l'OGC, des Services hydrographiques et des Etats membres de toutes les régions.
- Les participants ont confirmé une orientation stratégique, rédigé des déclarations communes de vision et de mission, convenu de cinq catégories de plans de travail stratégiques et mis en place des équipes de travail sur les métadonnées, l'harmonisation des normes (C-17/IGIF-Hydro), les aspects juridiques et politiques, ainsi que le développement des capacités.
- Le groupe a convenu de solliciter une reconnaissance officielle par le biais de l'appui des Etats membres au sein du Comité d'experts de l'UNGGIM (août 2026), puis à l'Assemblée générale des Nations Unies, l'entrée en vigueur de l'Accord BBNJ créant une demande immédiate d'expertise géospatiale maritime.

#### Détails

Le Dr John Nyberg et M. Yong Baek ont représenté l'OHI lors de la réunion inaugurale du Groupe de travail conjoint UNGGIM-OHI sur l'information géospatiale maritime, qui s'est tenue à Chiang Mai, Thaïlande, du 4 au 8 mai 2026. Cette réunion a réuni l'ancien groupe de travail de l'UNGGIM sur l'information géospatiale maritime et le groupe de travail MSDI de l'OHI au sein d'un seul organe conjoint afin de consolider les ressources et d'accélérer la coordination mondiale en matière d'information géospatiale maritime. Les sessions se sont déroulées sur cinq journées complètes et ont couvert des exposés et la définition de références, des rapports nationaux et régionaux, des discussions sur les normes techniques, des sessions sur les partenariats et les capacités, l'élaboration d'un plan de travail et la consolidation des résultats.

Les présentations nationales et régionales de plus de dix-sept pays et organisations, dont l'Australie, le Canada, la Corée, Singapour, la Malaisie, les Philippines, l'Arabie saoudite, la Norvège, l'Allemagne, le Mexique, la Thaïlande, les Fidji, les Tonga, l'Italie, l'Indonésie, le Brésil, le Mozambique et la Chine, ont mis en évidence des efforts actifs en matière de MSDI, avec des priorités communes concernant l'adoption de la S-100, l'harmonisation des métadonnées, l'intégration terre-mer et le développement des capacités. Parmi les indicateurs clés présentés, on peut citer le géoportail des Philippines, qui héberge plus de 3 500 couches provenant de 57 contributeurs, l'Arabie saoudite, qui vise une couverture hydrographique d'environ 70 % du golfe Persique d'ici fin 2026, et l'ambition de l'Australie de lever l'ensemble de sa ZEE avec une résolution de 30 mètres d'ici 2050.

Les sessions techniques ont porté sur les spécifications de produits S-100 et leur extension, au-delà de la sécurité de la navigation, vers des applications environnementales, d'aménagement du territoire et de conservation. Le Canada a rendu compte des résultats du premier essai en mer opérationnel de la

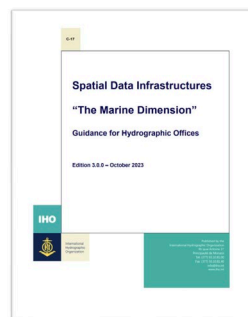
S-100 (juin-novembre 2024), qui a validé la faisabilité du projet tout en mettant en évidence des lacunes organisationnelles et pédagogiques. La NOAA (Etats-Unis) a présenté le modèle *Hydro Health* d'évolution des fonds marins ainsi qu'un projet pilote de bathymétrie à une résolution de 8 mètres mené à Tampa, en Floride. La NGA (Etats-Unis) a présenté une feuille de route pour les jumeaux numériques visant une validation de principe en 2026, une expansion géographique sur deux ans et une capacité opérationnelle complète d'ici les exercices 2028-2032. L'OGC a décrit cinq phases pilotes achevées du projet *Federated Marine SDI* et un rapport sur les bonnes pratiques qui devrait aboutir aux meilleures pratiques d'ici début 2027.

Les briefings juridiques et géospatiaux ont examiné trois domaines prioritaires : la protection des infrastructures sous-marines critiques (câbles et pipelines), la connaissance du domaine maritime et la gouvernance des données, ainsi que les obligations de mise en œuvre au titre de l'Accord BBNJ. Le groupe a discuté de l'élaboration de modèles d'accès à plusieurs niveaux pour les données relatives aux infrastructures sensibles, des workflows de validation géospatiale pour la divulgation des ressources génétiques maritimes dans le cadre du BBNJ, et des cadres de gouvernance privilégiant la transparence, la fiabilité et la supervision par les Etats des systèmes de données maritimes intégrés.

En matière de normes et d'interopérabilité, le groupe a convenu de mettre en place un cadre global en trois volets, reliant la publication C-17 à l'IGIF-Hydro et à la boîte à outils de la COI/MSP grâce à des renvois améliorés, plutôt que par le biais d'une publication unique fusionnée. Une équipe de travail sur les métadonnées a été officiellement constituée afin d'élaborer des orientations pratiques concernant les éléments de métadonnées fondamentaux, les schémas recommandés, les vocabulaires et les pratiques de qualité. Les discussions sur l'IA et les grands modèles linguistiques ont mis en évidence des opportunités d'harmonisation des données et d'accès intuitif, mises en balance avec des limites en matière de cohérence, de conformité aux normes et de sécurité.

Le groupe a rédigé une vision mettant l'accent sur des informations géospatiales maritimes fiables et interopérables, accessibles à toutes les nations et sous-tendant la gouvernance et la gestion durable des océans, des mers, des côtes et des voies navigables intérieures. La mission a été définie de manière tactique : permettre des solutions pratiques aux exigences juridiques, techniques, collaboratives et opérationnelles. Cinq catégories stratégiques consolidées ont été convenues pour le plan de travail conjoint : engagement et coordination ; développement des capacités et inclusion ; normes et interopérabilité ; innovation et intégration ; et communication et sensibilisation.

Quatre équipes de travail ont été créées, chacune dotée d'un responsable désigné : droit et politique (identification des lacunes dans la mise en œuvre, de l'instrument juridique à l'application pratique) ; développement des capacités (en mettant l'accent sur l'évaluation des besoins en formation et l'élaboration d'un programme de base standardisé) ; métadonnées (finalisation des lignes directrices sur les métadonnées, y compris la procédure de demande) ; et gestion des documents (harmonisation de la publication C-17 et de l'IGIF-Hydro). Des étapes clés en matière de collaboration externe ont été identifiées, notamment une contribution potentielle à la résolution omnibus de l'Assemblée générale reconnaissant le groupe de travail comme un partenaire de référence clé pour les informations géospatiales maritimes dans le BBNJ.



## Prochaines étapes

Le projet actualisé de vision et de mission sera publié sur le portail de l'OHI afin de recueillir des commentaires. Un projet de texte destiné à être approuvé par les Etats membres lors de la réunion du Comité d'experts sera diffusé, la 16<sup>ème</sup> session de l'UNGGIM (du 5 au 7 août 2026) constituant une étape clé. Les groupes de travail commenceront à établir leurs plans de travail en y intégrant des résultats attendus à court (6 mois), moyen et long terme, en travaillant à distance et en rendant compte de leurs progrès lors de sessions annuelles. Un projet de texte sera préparé pour le soutien du groupe de travail au BBNJ et diffusé aux Etats membres intéressés avant la réunion du Comité d'experts de l'UNGGIM en août 2026. Le groupe de travail conjoint se réunira à nouveau dans environ deux ans pour sa prochaine réunion en présentiel, un atelier intermédiaire étant prévu en 2027.

## Prochaine réunion

La prochaine réunion est prévue sous la forme d'un atelier en avril/mai 2027 à Singapour.